

Sommaire détaillé :

Chapitre 1 : Le projet de création d'entreprise	3
A. Les motivations des entrepreneurs	3
B. Les questions à se poser avant de se lancer	4
1. Les décisions importantes à prendre	4
2. Régimes matrimoniaux et création d'entreprise	5
a. Le créateur est marié sous le régime de la communauté légale	5
1) Création d'une entreprise individuelle	5
2) Association dans une société par actions	5
3) Association dans une société autre que par actions	5
4) Conclusion	5
b. Le créateur est marié sous le régime de la communauté réduite aux acquêts	6
1) Création d'une entreprise individuelle	6
2) Association dans une société par actions	6
3) Association dans une société autre que par actions	6
4) Utilisation d'une clause de remploi	6
5) Conclusion	7
c. Le créateur est marié sous le régime de la séparation de biens	7
1) Création d'une entreprise individuelle	7
2) Association dans une société par actions	7
3) Association dans une société autre que par actions	7
4) Conclusion	7
d. Le créateur est marié sous le régime de la participation aux acquêts	8
1) Création d'une entreprise individuelle	8
2) Association dans une société par actions	8
3) Association dans une société autre que par actions	8
4) Conclusion	8
3. Demander un congé pour création ou reprise d'entreprise	8
a. Conditions pour bénéficier du congé création d'entreprise	8
b. Demander un congé pour création d'entreprise	9
c. Réponse de l'employeur à la demande de congé	9
d. Le fonctionnement du congé pour création d'entreprise	10
4. Demander le passage à temps partiel pour création ou reprise d'entreprise	10
5. La clause de non-concurrence	11
a. Les conditions de validité de la clause de non-concurrence	11
b. Les solutions offertes à l'entrepreneur bloqué par une telle clause	11

c. Les conséquences du non-respect de la clause de non-concurrence	12
6. L'absence de clause de non-concurrence.....	12
7. La clause d'exclusivité.....	12
8. Créer une entreprise en étant toujours sous contrat de travail	13
C. L'idée de projet	13
D. Les organismes d'aide à la création et à la reprise d'entreprise	14
E. L'activité	15
1. Le secteur et sa réglementation	15
a. Les activités réglementées.....	16
b. Les activités restreignant le choix de la forme juridique	16
c. Les activités nécessitant une formation spécifique préalable.....	16
2. Les interdictions	17
3. Les incompatibilités.....	17
4. Les incapacités	17
a. Les mineurs	18
b. Les majeurs incapables	18
F. Le cheminement d'une création d'entreprise	18
Chapitre 2 : Réaliser une étude de marché	20
A. Les objectifs de l'étude de marché.....	20
1. Tout d'a	20
2. Concernant la demande.....	20
3. Concernant l'offre	20
B. Les différents types d'étude de marché.....	21
1. L'étude de marché quantitative	21
2. L'étude de marché qualitative	21
3. L'étude de marché documentaire	22
C. Les pièges à éviter pour réaliser une étude de marché	22
D. Les outils pour réaliser son étude de marché.....	22
1. L'utilisation d'un questionnaire	23
2. Les sondages	23
E. Solliciter un prestataire externe	24
F. Conclusions de l'étude de marché	24
Chapitre 3 : Faire un business plan.....	26
A. Pourquoi faire un business plan ?	26
B. La structure du business plan.....	26
C. Comment faire un business plan ?	27
D. Précisions sur les éléments du prévisionnel financier.....	29
1. Bilan et compte de résultat prévisionnel.....	29

a.	Le bilan prévisionnel	29
b.	Exemple de bilan prévisionnel	30
c.	Le compte de résultat prévisionnel	30
d.	Exemple de compte de résultat prévisionnel	30
2.	Les soldes intermédiaires de gestion	31
a.	Les éléments des SIG	31
1)	La production de l'exercice	31
2)	La marge commerciale	31
3)	La valeur ajoutée (VA)	32
4)	L'excédent brut d'exploitation (EBE)	32
5)	Le résultat d'exploitation (R)	32
6)	Le résultat financier (RF)	32
7)	Le résultat courant avant impôt (RCAI)	33
8)	Le résultat exceptionnel	33
9)	Le résultat de l'exercice	33
b.	Exemple de SIG	33
3.	Le tableau de trésorerie	34
a.	Présentation du tableau de trésorerie	34
b.	Exemple de tableau de trésorerie	34
4.	Les autres indicateurs financiers	35
a.	Le besoin en fonds de roulement (BFR)	35
b.	La capacité d'autofinancement (CAF)	35
c.	Le tableau de financement	35
d.	Les ratios financiers	36
E.	Le chiffre d'affaires prévisionnel	37
F.	Les charges prévisionnelles	37
1.	La marge et les charges externes prévisionnelles	37
a.	La marge prévisionnelle	38
1)	Se baser sur le taux de marge du secteur d'activité	38
2)	Analyser l'opération unitairement par produit ou service	38
b.	Les charges externes prévisionnelles	39
1)	Les dépenses d'eau, d'électricité, de carburant et de gaz	39
2)	Les petits équipements et les fournitures	40
3)	Les dépenses de sous-traitance et d'intérim	40
4)	Les loyers immobiliers et les charges locatives	40
5)	Les locations financières et les crédits-baux	40
6)	Les dépenses d'entretien et de réparation	41

7) Les assurances de l'entreprise	41
8) Les honoraires comptables, juridiques, sociaux et autres.....	41
9) Les commissions, courtages et frais d'i	42
10) Les frais liés à la création de l'entreprise	42
11) Les dépenses de formation et de documentation	42
12) Les dépenses de communication et de publicité	42
13) Les dépenses de télécommunication, de transport et de frais postaux	43
14) Les frais de déplacements	43
15) Les frais bancaires.....	43
2. Les impôts et taxes prévisionnels	44
a. La taxe d'apprentissage.....	44
1) Qui est concerné par la taxe d'apprentissage ?	44
2) Comment calculer la taxe d'apprentissage prévisionnelle ?	44
b. La participation à la formation professionnelle continue (FPC)	44
1) Qui est concerné par la participation à la FPC ?	44
2) Comment calculer la participation à la FPC prévisionnelle ?	45
c. La participation à l'effort construction	45
1) Qui est concerné par la participation à l'effort construction ?	45
2) Comment calculer la participation à l'effort construction prévisionnelle ?	45
3) Cotisation fiscale additionnelle	45
4) Le lissage prévu pour les entreprises qui atteignent 20 salariés.....	45
d. La contribution foncière des entreprises (CFE)	46
1) Qui est concerné par la CFE ?	46
2) Comment calculer la CFE prévisionnelle ?	46
e. La cotisation sur la valeur ajoutée de l'entreprise (CVAE)	46
1) Qui est concerné par la CVAE ?	46
2) Comment calculer la CVAE prévisionnelle ?	47
f. La taxe sur les véhicules de sociétés (TVS).....	47
3) Qui est concerné par la TVS ?	47
4) Comment calculer la TVS prévisionnelle ?	47
g. La contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S)	47
1) Qui est concerné par la C3S ?	47
2) Comment calculer la C3S prévisionnelle ?	47
h. L'impôt sur les bénéfices des entreprises à l'IR.....	48
i. L'impôt sur les bénéfices des entreprises à l'IS	48
1) Comment calculer l'impôt sur les sociétés prévisionnel ?	48
2) Conditions pour bénéficier du taux réduit d'IS.....	49

3) Présence de déficits fiscaux	49
4) Les réductions ou crédits d'impôts.....	49
5) Les exonérations d'impôts	49
3. Les charges de personnel prévisionnelles	49
a. Salaires et charges sociales liées aux dirigeants.....	49
1) Charges prévisionnelles des dirigeants TNS.....	50
2) Charges prévisionnelles des dirigeants assimilés salariés	51
b. Salaires et charges sociales liées aux salariés	53
1) Le salaire et les charges sociales	53
2) Le crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE).....	53
4. Les charges financières prévisionnelles.....	53
a. Les charges financières liées aux emprunts	53
1) Comment calculer le montant de l'échéance ?.....	54
2) Comment calculer les intérêts ?	55
3) Distinction entre terme échu et payé d'avance	55
b. Les charges financières liées aux comptes courants d'associés	55
c. Les autres charges financières à prévoir	55
5. Les dotations aux amortissements prévisionnelles.....	55
a. Les biens amortissables et non amortissables	56
b. Quelques notions importantes sur les biens amortissables	56
c. Le calcul des dotations aux amortissements prévisionnelles	57
6. Les autres charges prévisionnelles	57
G. Les pièges à éviter pour réaliser un business plan	58
1. Éviter les chiffres surréalistes	58
2. Un délai de démarrage de l'activité mal prévu	58
3. Négliger l'étude du marché.....	58
4. Faire l'impasse sur plusieurs dépenses	59
5. Prévoir un financement limite voir insuffisant.....	59
6. Ne pas faire relire son business plan	59
7. Négliger les objectifs du business plan.....	60
8. Ne pas mettre à jour le business plan	60
H. Les conclusions du business plan	60
1. Le business plan pour bâtir le projet.....	60
2. Le business plan vis-à-vis des partenaires	60
3. Le business plan est un outil de gestion.....	61
Chapitre 4 : Trouver des financements.....	62
A. Le financement par les associés ou actionnaires	62

1. Les apports en capital social	62
a. Les apports en numéraire	62
1) Procéder au dépôt des apports en numéraire.....	63
2) Disponibilité des apports en numéraire effectués	63
3) Sort des apports en numéraire effectués en cas de problème.....	63
b. Les apports en nature	64
c. Les apports en industrie	65
2. Les apports en compte courant d'associé.....	66
a. Les conditions pour avoir un compte courant d'associé	66
b. La mise en place d'un compte courant d'associé	66
c. La convention de compte courant d'associé	67
d. Le fonctionnement du compte courant d'associé	67
1) Remboursement du compte courant d'associé.....	67
2) Rémunération du compte courant d'associé	68
3) Blocage du compte courant d'associé	68
4) Autres caractéristiques du compte courant d'associé	68
3. Les investisseurs et le capital-risque	68
a. Les financements à court terme	69
1) Les crédits de trésorerie	69
2) Les découverts bancaires	69
b. Les avances de trésorerie ou facilités de caisse.....	69
1) La mobilisation de créances clients.....	69
c. L'affacturage	70
d. L'escompte commercial.....	70
e. Le financement Dailly.....	71
f. Comparaison de ces 3 procédés.....	71
B. Les financements à moyen ou long terme	71
1. Les emprunts bancaires.....	71
a. La demande de financement.....	72
b. La réponse de la banque.....	72
c. La rémunération de l'em	73
d. La durée du prêt bancaire	73
e. Le contrat de prêt bancaire	74
1) Les conditions générales du prêt	74
2) Les caractéristiques du prêt.....	74
3) L'assurance du prêt.....	74
f. Les obligations de la banque	75

g. Les garanties sur le prêt bancaire	75
1) Le cautionnement	75
2) Le nantissement	76
3) L'hypothèque	76
2. La location et le crédit-bail	77
a. Le crédit-bail mobilier	77
1) Les conditions de validité essentielles	77
2) Les obligations des parties	78
3) La fin du contrat de crédit-bail mobilier	78
b. La location	78
C. Les aides financières à la création	78
1. Le prêt d'honneur	79
a. Les bénéficiaires du prêt d'honneur	79
b. Le montant du prêt d'honneur	79
c. Qui accorde le prêt d'honneur ?	79
d. Les avantages du prêt d'honneur	80
e. Comment bénéficier du prêt d'honneur ?	80
2. Le prêt pour l'innovation	80
a. Les bénéficiaires du prêt pour l'innovation	80
b. Le montant du prêt pour l'innovation	81
c. Les dépenses éligibles au prêt pour l'innovation	81
d. Comment demander un prêt pour l'innovation ?	81
e. Les caractéristiques du prêt pour l'innovation	82
Chapitre 5 : Les aides et les exonérations	83
A. Les aides à la création	83
1. Les aides fiscales pour le créateur d'entreprise	83
a. La réduction d'impôt sur le revenu pour souscription au capital d'une PME	83
1) Quels sont les personnes concernées ?	83
2) Quelles sont les sociétés concernées par la réduction d'impôt ?	84
3) Spécificités pour les souscriptions au capital de sociétés holding	84
4) Calcul de la réduction d'impôt	85
5) Formalités à effectuer	85
b. La réduction d'impôt sur la fortune pour souscription au capital d'une PME	86
c. L'exonération de contribution foncière des entreprises (CFE)	86
2. L'ACCRE	86
a. Les bénéficiaires de l'ACCRE	87
b. Les exonérations prévues par le dispositif ACCRE	88

c.	L'ACCRES permet de bénéficier d'une aide financière.....	88
d.	Comment bénéficier de l'ACCRES ?	88
1)	Le formulaire de demande d'ACCRES	88
2)	Remplir le haut du formulaire ACCRES	88
3)	Cadre 1 du formulaire ACCRES	89
4)	Cadre 2 du formulaire ACCRES	89
5)	Cadre 3 du formulaire ACCRES	89
6)	Cadre 4 du formulaire ACCRES	89
7)	Cadre 5 du formulaire ACCRES	89
8)	Pièces à joindre au dossier ACCRES	90
3.	Le NACRES	90
a.	Présentation du dispositif NACRES	91
b.	Les bénéficiaires du NACRES	91
c.	Le contrat d'accompagnement NACRES	92
d.	Les différentes étapes du parcours NACRES.....	92
1)	Aider le créateur/repreneur au montage du projet.....	92
2)	La structuration financière et l'intermédiation bancaire.....	92
3)	L'appui au démarrage et au développement	92
e.	Comment bénéficier du dispositif NACRES ?	93
B.	Les aides financières pôle emploi aux créateurs et repreneurs d'entreprise	93
1.	Le maintien de l'ARE	93
a.	Les conditions à remplir pour en bénéficier.....	93
b.	Les chefs d'entreprise qui connaissent leur revenu réel	93
1)	A	94
2)	Une rémunération est prise	94
3)	Pas d'allocations au titre d'un mois, que se passe-t-il ?	94
c.	Les chefs d'entreprise qui ne connaissent pas d'avance leur revenu réel.....	94
d.	Les formalités à effectuer pour en bénéficier.....	95
2.	L'aide à la reprise ou à la création d'entreprise (ARCE)	95
a.	Les conditions à remplir pour en bénéficier.....	96
b.	Modalités de versement	96
c.	Les formalités à effectuer pour en bénéficier.....	96
d.	Que se passe-t-il en cas de cessation d'activité ?	96
3.	Choisir entre le maintien de l'ARE et l'ARCE	96
4.	Spécificités pour les entrepreneurs âgés de 50 ans et plus.....	97
C.	Le contrat d'appui au projet d'entreprise	97
1.	Les bénéficiaires du CAPE	98

2. Les objectifs du CAPE.....	98
3. Les caractéristiques et le contenu du CAPE	98
4. Les obligations des parties	99
a. L’accompagnant	99
b. Les obligations du porteur du projet	99
D. Les exonérations pour les entreprises situées dans certaines zones aidées	100
1. Les zones franches urbaines (ZFU)	100
a. L’exonération d’impôt sur les bénéfices pour les entreprises en ZFU	100
1) Quelles sont les entreprises concernées ?	100
2) Précisions sur la demande de rescrit fiscal pour les entreprises implantées en ZFU	101
3) Quelle est la portée de l’exonération ?	102
4) Les formalités à accomplir	103
5) Le plafonnement de l’exonération d’impôt sur les bénéfices des entreprises en ZFU	103
b. L’exonération d’impôts locaux pour les entreprises en ZFU	103
1) L’exonération de contribution foncière des entreprises.....	103
2) L’exonération de taxe foncière.....	104
c. Exonérations sociales dans les zones franches urbaines (ZFU)	104
1) Quelles sont les entreprises concernées ?	105
2) Salariés visés par l’exonération ZFU.....	105
3) Qu’est-ce qu’un résident dans une ZFU ?	106
4) Durée de l’exonération ZFU de cotisations sociales patronales	106
5) Calcul de l’exonération ZFU de cotisations sociales patronales.....	107
6) Plafonnement de l’exonération ZFU	107
7) Formalités à accomplir	107
8) Cumul avec d’autres exonérations sociales	108
d. Les exonérations de cotisations pour les travailleurs indépendants en ZFU	108
2. Les zones d’aides à finalité régionale	108
a. Les entreprises concernées	109
b. Les zones d’implantation concernées	109
c. Le dispositif d’exonération d’impôt sur les bénéfices pour les entreprises nouvelles	109
d. Le dispositif d’exonération d’impôt de contribution économique territoriale	110
e. Comment bénéficier du dispositif AFR ?	110
3. Les autres zones aidées	110
a. Les zones de revitalisation rurale (ZRR)	111
b. Les zones de restructuration de la défense (ZRD).....	111
E. Les entreprises innovantes.....	112
1. Le statut de jeune entreprise innovante (JEI).....	112

a.	Les entreprises pouvant prétendre au statut de jeune entreprise innovante	112
b.	Les avantages fiscaux pour la jeune entreprise innovante	113
1)	Exonération d'impôt sur les bénéfices pour la jeune entreprise innovante	113
2)	Exonération de contribution foncière des entreprises et de taxe foncière pour la jeune entreprise innovante	113
3)	Le plafonnement des avantages fiscaux de la jeune entreprise innovante (JEI)	113
c.	Les avantages sociaux pour la jeune entreprise innovante	113
d.	Comment bénéficier du statut de jeune entreprise innovante ?	114
2.	Le crédit d'impôt recherche	114
a.	Qui peut bénéficier du crédit d'impôt recherche ?	114
1)	Les conditions liées à l'entreprise	114
2)	Les conditions liées à l'activité de l'entreprise	115
b.	Les dépenses éligibles au crédit d'impôt recherche	115
c.	Le calcul du crédit d'impôt recherche	115
1)	L'assiette de calcul du crédit d'impôt recherche	115
2)	Le taux à utiliser pour le calcul du crédit d'impôt recherche	116
3)	Le calcul du crédit d'impôt recherche	116
4)	Le plafonnement du crédit d'impôt recherche	116
d.	Comment demander le crédit d'impôt recherche ?	116
e.	Utilisation du crédit d'impôt recherche	117
f.	Le rescrit fiscal crédit d'impôt recherche	117
3.	Le crédit d'impôt innovation	118
a.	Présentation du crédit d'impôt innovation	118
b.	Les bénéficiaires du crédit d'impôt innovation	118
c.	Opérations éligibles au crédit d'impôt innovation	118
d.	Les dépenses éligibles au crédit d'impôt innovation	119
e.	Le calcul du crédit d'impôt innovation	119
f.	Comment demander le crédit d'impôt innovation ?	119
g.	Le rescrit fiscal crédit d'impôt innovation	119
4.	Le statut de jeune entreprise universitaire (JEU)	120
a.	Les entreprises pouvant prétendre au statut de jeune entreprise universitaire	120
b.	Quelques précisions sur la convention	120
c.	Les avantages du statut de jeune entreprise universitaire	121
d.	Comment bénéficier du statut de jeune entreprise universitaire ?	121
F.	Les aides spécifiques pour les reprises d'entreprise	121
1.	La reprise d'une entreprise en difficulté	121
a.	Les conditions à respecter	121

b. Les avantages fiscaux	122
c. Comment bénéficier du dispositif.....	122
2. Le rachat d'entreprise par les salariés.....	122
Chapitre 6 : Choisir un statut juridique pour l'entreprise	124
A. Les paramètres à prendre en compte.....	124
1. Les formes juridiques pour les créations en solo	124
2. Les projets à plusieurs associés ou actionnaires.....	124
3. L'activité exercée impose une forme juridique.....	125
4. Choisir une forme juridique pour bénéficier d'un régime social	125
5. Choisir une forme juridique pour limiter ses risques	126
6. Les formes juridiques en fonction de l'imposition des bénéfices	126
7. Choisir une forme juridique si on souhaite faire offre public de titres.....	126
8. Quelques autres facteurs influençant le choix de la forme juridique	127
B. L'entreprise individuelle	127
1. Les avantages de l'entreprise individuelle.....	127
a. L'entreprise individuelle repose sur un fonctionnement simple	127
b. La création d'une entreprise individuelle engendre peu de dépenses.....	128
c. Un statut qui permet de bénéficier de certains régimes	128
2. Les inconvénients de l'entreprise individuelle.....	129
3. Le fonctionnement de l'entreprise individuelle	130
a. Les prises de décision en entreprise individuelle	130
b. Les obligations comptables de l'entreprise individuelle.....	130
c. L'obligation d'avoir un compte bancaire.....	130
C. L'auto-entreprise.....	130
1. Les avantages de l'auto-entreprise	130
2. Les inconvénients de l'auto-entreprise	130
a. Les plafonds du régime auto-entrepreneur sont faibles	131
b. Sortie du régime auto-entrepreneur en l'absence de chiffre d'affaires.....	131
c. L'auto-entrepreneur qui ne paie pas ses cotisations perd ses avantages.....	131
3. Tableau récapitulatif des taux	131
4. Le fonctionnement de l'auto-entreprise.....	132
a. La comptabilité de l'auto-entrepreneur.....	132
1) Le livre des recettes.....	133
2) Le registre des achats.....	133
3) Les factures	133
b. Les déclarations mensuelles ou trimestrielles	133
c. L'obligation d'ouvrir un compte bancaire dédié	133

d.	L'obligation d'immatriculation au répertoire des métiers	133
e.	L'obligation d'assurance	133
D.	L'EIRL	134
1.	La déclaration d'affectation	134
a.	Quels sont les biens devant être affectés à l'EIRL ?	135
b.	Les règles à respecter sur la valeur des biens affectés	135
2.	Régime fiscal de l'EIRL	135
3.	Fonctionnement de l'EIRL	136
a.	L'ouverture d'un compte bancaire séparé	136
b.	Les mentions sur les documents administratifs	136
c.	La modification ou la cession du patrimoine affecté à l'EIRL	136
4.	Les avantages de l'EIR	136
5.	Les limites de l'EIRL par rapport aux sociétés unipersonnelles	137
6.	Avantages et inconvénients de l'EIR	137
E.	Les sociétés unipersonnelles	138
1.	L'EURL	138
a.	Les avantages de l'EURL	138
b.	Les inconvénients de l'EURL	139
c.	Ce qui change par rapport à la SARL	139
2.	La SASU	140
a.	Les avantages de la SASU	140
b.	Les inconvénients de la SASU	141
c.	Ce qui change par rapport à la SAS	142
F.	La SARL	142
1.	Les modalités de constitution d'une SARL	142
a.	L'objet social	142
b.	Le capital social	143
c.	Fonctionnement du capital variable	143
1)	Le capital plancher	143
2)	Le capital maximum autorisé	143
d.	Les apports	144
e.	Le nombre d'associés	144
f.	La durée de la société	144
2.	Le fonctionnement de la SARL	145
a.	La direction de la SARL	145
b.	Les obligations administratives et comptables	146
c.	La nomination d'un commissaire aux comptes	146

3. Les principales règles applicables aux associés de SARL	146
a. Les obligations des associés de SARL.....	146
b. Les droits des associés de SARL	147
1) Le droit aux bénéfices sociaux de l'entreprise.....	147
2) Les droits d'intervention dans la vie sociale	148
3) Les droits d'i	148
4) Les autres droits.....	149
c. Les pactes d'associés	149
4. Les assemblées d'associés dans les SARL	149
a. L'assemblée générale ordinaire	149
b. L'assemblée générale extraordinaire	150
5. Les avantages de la SARL	150
6. Les inconvénients de la SARL	151
G. La SAS	152
1. Les modalités de constitution d'une SAS	152
a. L'objet social.....	153
b. Le capital social.....	153
c. Les apports	153
d. Les associés	153
e. La durée de la société.....	154
f. Eléments devant figurer dans les statuts de la SAS	154
2. Le fonctionnement de la SAS	154
a. La direction de la SAS	154
b. Nomination d'un commissaire aux comptes	155
3. Les principales règles applicables aux associés	155
a. Les obligations des associés de SAS	155
b. Les droits des associés de SAS.....	156
1) Le droit aux bénéfices sociaux.....	156
2) Les droits d'i la vie sociale	156
3) Les droits d'information	156
4) Les autres droits.....	157
c. Les pactes d'associés	157
4. Les assemblées d'associés dans les SAS	157
5. Les avantages de la SAS	157
6. Les inconvénients de la SAS.....	158
H. La SA	158
1. Les modalités de constitution d'une SA	158

a.	L'objet social.....	159
b.	Le capital social.....	159
c.	Les apports	159
d.	Le nombre d'actionnaires.....	159
e.	La durée de la société.....	159
f.	Eléments devant figurer dans les statuts de la SA	160
2.	Le fonctionnement de la SA à conseil d'administration.....	160
a.	Le conseil d'administration.....	160
1)	La composition du conseil d'administration.....	160
2)	Les conditions à respecter pour pouvoir être nommé administrateur.....	160
3)	Cumul des fonctions d'administrateur et de salarié	161
4)	La cessation des fonctions d'administrateur	162
5)	La rémunération des administrateurs.....	162
6)	La présidence du conseil d'administration	162
7)	Les pouvoirs du conseil d'administration.....	163
8)	Le fonctionnement du conseil d'administration.....	163
b.	Le ou les directeurs généraux.....	164
3.	Le fonctionnement de la SA à directoire et conseil de surveillance.....	165
a.	Le conseil de surveillance	165
1)	La composition du conseil de surveillance	165
2)	Les conditions pour pouvoir être nommé membre du conseil de surveillance	165
3)	Cumul des fonctions de membre du conseil de surveillance et de salarié	165
4)	La cessation des fonctions de membre du conseil de surveillance.....	166
5)	La rémunération des membres du conseil de surveillance	166
6)	La présidence du conseil de surveillance.....	166
7)	Les pouvoirs du conseil de surveillance	166
8)	Le fonctionnement du conseil de surveillance	166
b.	Le directoire	167
1)	Les conditions pour pouvoir être nommé membre du directoire	167
2)	Cumul des fonctions de membre du directoire et de salarié	168
3)	La cessation des fonctions de membre du directoire.....	168
4)	La rémunération des membres du directoire.....	168
5)	Les pouvoirs du directoire	168
6)	Le fonctionnement du directoire	168
4.	Les principales règles applicables aux associés de SA.....	169
a.	Les obligations des actionnaires de SA	169
b.	Les droits des actionnaires de SA.....	169

1)	Le droit aux bénéfices sociaux.....	169
2)	Les droits d'intervention dans la vie sociale.....	170
3)	Les droits d'i.....	170
4)	Les autres droits.....	170
5.	Les assemblées d'actionnaires dans les SA	170
a.	L'assemblée générale ordinaire	171
b.	L'assemblée générale extraordinaire	171
6.	Les avantages de la SA	172
7.	Les inconvénients de la SA	172
I.	La SNC.....	172
1.	Les modalités de constitution d'une SNC.....	172
a.	L'objet social.....	173
b.	Le capital social.....	173
c.	Les apports	173
d.	Les associés.....	173
e.	La durée de la société.....	174
f.	Éléments devant figurer dans les statuts de SNC	174
2.	Le fonctionnement de la SNC	174
a.	La direction de la SNC.....	174
b.	Nomination d'un commissaire aux comptes	175
3.	Les principales règles applicables aux associés de SNC	175
a.	Les obligations des associés de SNC	175
b.	Les droits des associés de SNC	176
1)	Le droit aux bénéfices sociaux.....	176
2)	Le droit d'intervention dans la vie sociale.....	176
3)	Les d'.....	176
4)	Les autres droits.....	176
4.	Les assemblées d'associés dans les SNC.....	177
5.	Les avantages de la SNC.....	177
6.	Les inconvénients de la SNC	177
a.	La responsabilité des associés de SNC	177
b.	Le nombre d'associés dans les SNC	178
c.	Les associés de SNC sont des commerçants	178
d.	Tous les associés sont affiliés au RSI (Régime Social des Indépendants)	178
J.	La société civile	178
1.	Les modalités de constitution d'une société civile.....	179
a.	L'objet social.....	179

b.	Le capital social	179
c.	Les apports	179
d.	Les associés	179
e.	La durée de la société.....	179
f.	Eléments devant figurer dans les statuts d'une société civile	179
2.	Le fonctionnement de la société civile	180
a.	La direction de la société civile	180
b.	Nomination d'un commissaire aux comptes	180
3.	Les principales règles applicables aux associés de sociétés civiles	180
a.	Les obligations des associés d'une société civile	180
b.	Les droits des associés d'une société civile	181
1)	Le droit aux bénéfices sociaux.....	181
2)	Le droit d'intervention dans la vie sociale	181
3)	Les droits d'i	181
4)	Les autres droits.....	181
4.	Les assemblées d'associés dans les sociétés civiles	181
5.	Les avantages de la société civile	181
6.	Les inconvénients de la société civile.....	181
K.	Synthèse avec un tableau comparatif des principales formes juridiques	182
L.	Le portage salarial.....	187
1.	Présentation du portage salarial.....	187
2.	Les activités concernées par le portage salarié.....	188
3.	Les avantages du portage salarial	188
4.	Les inconvénients du portage salarial	188
5.	Le portage salarial et l'auto-entrepreneur	188
Chapitre 7 :	Le statut social du dirigeant.....	190
A.	Ta leau des statuts sociaux des chefs d'entreprises	190
B.	Le statut TNS en détail.....	191
1.	Les cotisations durant la 1 ^{ère} année d'activité	191
2.	Les cotisations durant la 2 ^{ème} année d'activité	192
3.	Les cotisations durant les années suivantes	193
4.	Les cotisations TNS minimales	194
5.	Les cotisations TNS des professions libérales	194
a.	Les cotisations versées au RSI	194
b.	Les cotisations versées à l'URSSAF	194
c.	Les cotisations d'assurance vieillesse	194
C.	Les dirigeants assimilés salariés	195

D.	Choisir entre le régime TNS et le régime assimilé salarié	195
1.	Les avantages du statut TNS	195
2.	Les avantages du statut assimilé salarié.....	196
3.	Paramètres à prendre en compte pour choisir son régime social	197
a.	A-t-on vraiment la possibilité de choisir ?	197
b.	Ne pas prendre de risques pour se placer sous un régime social	198
c.	Choisir en fonction de la politique de rémunération envisagée	198
d.	Prendre en compte les droits précédemment acquis	198
e.	Se méfier des informations erronées.....	198
E.	Cas pratiques : Comparaison entre TNS et salariés	199
1.	Comparaison pour une activité artisanale	199
a.	Simulation sur une rémunération nette de 24 000 euros.....	199
b.	Simulation sur une rémunération nette de 36 000 euros.....	199
c.	Simulation sur une rémunération nette de 48 000 euros.....	200
d.	Synthèse de l'étude	200
2.	Comparaison pour une activité commerciale	200
a.	Simulation sur une rémunération nette de 24 000 euros.....	200
b.	Simulation sur une rémunération nette de 36 000 euros.....	201
c.	Simulation sur une rémunération nette de 48 000 euros.....	201
d.	Sy l'étude	201
F.	Cumuler un mandat social avec un contrat de travail	201
G.	Le conjoint du chef d'entreprise	202
1.	Le statut de conjoint collaborateur	202
a.	Présentation du statut de conjoint collaborateur.....	202
b.	L'option pour le statut de conjoint collaborateur	203
c.	La retraite du conjoint collaborateur.....	203
d.	La protection sociale du conjoint collaborateur	204
e.	La déductibilité des cotisations du conjoint collaborateur.....	204
f.	Les avantages du statut conjoint collaborateur.....	205
2.	Le statut de conjoint associé	205
3.	Le statut de conjoint salarié	205
H.	Se couvrir contre le chômage	206
1.	Cumuler le poste de dirigeant avec un contrat de travail.....	206
2.	Souscrire une assurance chômage	206
a.	S'assurer à la GSC	207
b.	S'assurer à l'APPI.....	208
I.	Le cumul emploi-retraite	209

1. Présentation du cumul emploi retraite	209
2. Intérêts du cumul-emploi retraite	209
3. Le cumul emploi-retraite libéralisé	210
4. Le cumul emploi-retraite plafonné	210
a. Le cumul emploi-retraite plafonné pour les anciens salariés	210
b. Le cumul emploi-retraite plafonné pour les anciens non-salariés	211
c. Le cumul emploi-retraite pour les anciens professionnels libéraux	211
5. Le cumul emploi-retraite pour les exploitants agricoles.....	211
6. Le cumul emploi retraite pour les fonctionnaires.....	211
7. Formalités pour bénéficier du cumul emploi-retraite	211
a. Cumul emploi-retraite libéralisé.....	211
b. Cumul emploi-retraite plafonné	212
Chapitre 8 : Le régime fiscal de l'entreprise.....	213
A. Le régime fiscal des sociétés de capitaux.....	213
B. Le régime fiscal des sociétés de personnes	214
C. Passer d'un régime à l'autre	214
1. Les options possibles	215
2. L'option temporaire pour le régime des sociétés de personnes	215
D. La SARL de famille	216
1. La particularité de la SARL de famille	216
2. Exercice de l'option.....	217
3. La fin du régime de la SARL de famille.....	217
E. Choisir entre les deux régimes d'imposition	217
F. Le cas de l'EIRL	218
G. Récapitulatif des régimes fiscaux par forme juridique	219
H. Les Bénéfices industriels et commerciaux (BIC)	219
1. Définition des BIC.....	220
2. L'imposition des BIC	220
a. Le régime du réel simplifié	220
b. Le régime du réel normal	221
3. Le régime micro BIC	221
a. Les entreprises individuelles concernées par le régime micro BIC.....	222
b. Le dépassement des seuils prévus	222
c. Les personnes ne pouvant pas bénéficier du régime micro BIC	222
d. Le bénéfice imposable	222
4. Le sort des déficits.....	223
5. Le régime de TVA pour les titulaires de BIC	223
I. Les bénéfices non commerciaux (BNC)	224

1. Définition des BNC	224
2. L'imposition des BNC	225
a. Le régime de la déclaration contrôlée	226
b. Le régime micro BNC.....	226
1) Les seuils de recettes	226
2) Le dépassement des seuils prévus	226
3) Les personnes ne pouvant pas bénéficier du régime micro BNC	227
4) Le bénéfice imposable	227
3. Les dispositions spécifiques prévues pour les BNC	228
a. L'abattement pour les jeunes artistes.....	228
b. La retenue à la source pour les sportifs, les auteurs et les artistes.....	228
c. La retenue à la source pour les non-résidents	228
4. Le sort des déficits	228
5. Le régime de TVA pour les titulaires de BNC	229
J. Les bénéfices agricoles.....	230
1. Les activités imposables au titre des bénéfices agricoles	230
2. Les exploitants agricoles devant payer l'impôt en France.....	230
3. Les régimes d'imposition prévus pour les exploitants agricoles.....	230
4. L'option pour le régime réel normal.....	231
5. Les modalités d'imposition des différents régimes agricoles	232
a. Régime du forfait agricole	232
b. Les régimes réels d'imposition.....	232
Chapitre 9 : Trouver des locaux pour exercer son activité	234
A. Le bail commercial	234
1. Les caractéristiques du bail commercial	234
2. Précisions sur les locaux	235
3. La fixation du loyer	235
4. La promesse de bail commercial	236
a. La promesse synallagmatique de bail commercial	236
b. La promesse unilatérale de bail commercial	237
5. Les obligations du locataire	237
6. Les obligations du bailleur	237
7. Les périodes triennales.....	238
8. Le renouvellement du bail commercial	238
B. Le bail de courte durée	239
1. Avantages et inconvénients du bail de courte durée.....	239
2. Les principales caractéristiques du bail de courte durée.....	240

C.	Le bail professionnel.....	240
1.	Les possibilités de recours au bail professionnel	240
2.	Les principales caractéristiques du bail professionnel.....	241
D.	Acheter un immeuble ou un local	241
1.	L'entreprise achète les locaux	241
2.	Constituer une SCI pour acheter les locaux	242
3.	Acheter les locaux à titre personnel.....	243
E.	Domicilier son entreprise et exercer son activité chez soi	243
1.	Domicilier l'entreprise chez le chef d'entreprise	243
a.	Pour les entreprises individuelles	243
b.	Pour les sociétés.....	243
2.	Exercice de l'activité au domicile du chef d'entreprise.....	244
a.	Dans les villes de moins de 200 000 habitants et dans les ZFU	244
1)	Pour les entreprises individuelles	244
2)	Pour les sociétés	244
b.	Dans les villes de plus de 200 000 habitants et dans les départements des Hauts-de-Seine, de la Seine-Saint-Denis et du Val-de-Marne	244
1)	Pour les entreprises individuelles	244
2)	Pour les sociétés	245
F.	Les pépinières d'entreprises	246
1.	Le rôle des pépinières d'entreprises	246
2.	Les différents types de pépinières d'entreprises	246
a.	Les pépinières d'entreprises généralistes	246
b.	Les pépinières d'entreprises spécialisées dans un secteur d'activité.....	246
c.	Les pépinières d'entreprises innovantes	246
3.	Les services proposés par les pépinières d'entreprises.....	247
4.	Les conditions pour intégrer une pépinière d'entreprises	247
5.	Comment entrer dans une pépinière d'entreprises ?.....	247
Chapitre 10 : Les formalités de création de l'entreprise		248
A.	Quelques informations préalables.....	248
1.	L'objet social.....	248
a.	L'importance de l'objet social.....	248
b.	Informations sur l'objet social.....	249
2.	La société en formation.....	249
a.	La naissance de la société en formation.....	249
b.	Les actes conclus pendant la période de formation	250
c.	La fin de la société en formation	250
d.	La reprise des actes accomplis pour le compte de la société en formation.....	250

B.	Formalités de création d'une entreprise individuelle	251
C.	Formalités de création d'une EIRL	252
D.	Formalités de création d'une société.....	252
1.	Les formalités communes à toutes les sociétés	253
2.	Le formulaire M0	254
a.	Déclaration relative à la société.....	254
1)	Cadre 2 : dénomination sociale	255
2)	Cadre 3 : les activités principales	255
3)	Cadre 4 : fusion ou scission	255
4)	Cadre 5 : établissement des entreprises étrangères	255
5)	Cadre 6 : adresse du siège.....	255
6)	Cadre 7 : sociétés commerciales étrangères.....	255
b.	Déclaration relative à la société.....	256
1)	Cadre 7 ou 8 : Adresse de l'établissement où s'exerce l'activité.....	256
2)	Cadre 8 ou 9 : nom commercial et enseigne	256
3)	Cadre 9 ou 10 : informations sur l'activité	256
4)	Cadre 10 ou 11 : origine du fonds	257
5)	Cadre 11 ou 12 : effectif salarié	257
6)	Cadre 12 : gérance	257
c.	Déclaration relative au représentant légal et autres personnes ayant le contrôle	258
d.	Options fiscales	258
1)	Les choix en matière d'imposition des bénéfices.....	258
2)	Les choix en matière de TVA	259
e.	L'enregistrement des statuts (facultatif depuis le 1 ^{er} juillet 2015)	259
3.	Les spécificités propres à la forme juridique	260
a.	La SARL	260
b.	La SAS	260
c.	La SA	261
d.	La SNC.....	261
e.	La société civile	261
Chapitre 11: Démarrer son activité.....		262
A.	Les documents administratifs et commerciaux de l'entreprise	262
1.	Les factures	262
a.	Les mentions obligatoires sur les factures	262
1)	Les mentions obligatoires sur les factures	262
2)	Mentions obligatoires pour les artisans	263
3)	Mentions à faire figurer dans certains cas particuliers	263

b.	L'obligation d'émettre une facture	264
1)	Un professionnel vend de la marchandise à un particulier	264
2)	Un professionnel effectue une prestation de services pour un particulier	264
c.	Emettre une facture à un client	264
1)	Quel support utiliser pour émettre une facture ?	264
2)	Les factures sous format papier	264
3)	Les factures sous format électronique	265
4)	Les factures dématérialisées	265
5)	Quand émettre la facture ?	265
d.	Cas particuliers : les factures d'acomptes	265
2.	Les devis	266
3.	Les conditions générales de vente	266
a.	Les professionnels devant communiquer leur CGV	267
b.	Qui peut demander la communication des CGV ?	267
c.	Rédaction des conditions générales de vente	267
B.	Assurer l'entreprise	268
1.	L'assurance multirisque professionnelle	269
2.	L'assurance responsabilité civile entreprise	269
3.	L'assurance perte exploitation	269
4.	L'assurance protection juridique	270
5.	L'assurance informatique	270
6.	L'assurance bris de machine	270
7.	L'assurance automobile	270
8.	L'assurance dommage-ouvrage	270
9.	L'assurance contre le vol	271
10.	L'assurance pollution	271
C.	La gestion administrative (comptabilité, fiscalité et juridique)	271
1.	Les obligations comptables	271
a.	Le livre-journal	271
b.	Le grand livre	272
c.	Le livre d'inventaire	272
d.	Les comptes annuels	273
1)	Le bilan comptable	273
2)	Le compte de résultat	274
3)	L'annexe légale	274
e.	Les conditions de forme à respecter	275
f.	Les obligations comptables simplifiées pour les micros entreprises	275

2. Principales obligations administratives et juridiques	276
a. L’approbation des comptes annuels et l’affectation du résultat	276
b. Le dépôt des comptes annuels	276
1) La procédure classique de dépôt des comptes annuels	277
2) La procédure simplifiée pour certaines sociétés unipersonnelles	277
3) Demander la non-publication des comptes annuels	277
c. La tenue d’un registre des assemblées	278
3. La gestion de la TVA	278
a. Les entreprises en franchise de TVA	278
b. Les entreprises au régime simplifié de TVA	279
c. Les entreprises au régime réel normal de TVA	280
d. Les entreprises au régime mini-réel de TVA	280
4. Les principaux impôts et taxes	281
a. La contribution économique territoriale (CET)	281
1) La contribution foncière des entreprises (CFE)	281
2) La cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises (CVAE)	283
3) Le plafonnement et le dégrèvement de CET	286
b. La taxe sur les véhicules de société (TVS)	286
1) Quelles sont les entreprises redevables de la taxe sur les véhicules de société ?	286
2) Qu’appelle-t-on véhicule de tourisme ?	286
3) Tous les véhicules de tourisme sont-ils soumis à la TVS ?	286
4) Comment est calculée la TVS ?	287
5) Comment la TVS est-elle déclarée et payée ?	289
c. La contribution sociale de solidarité des sociétés (C3S)	289
1) Quelles sont les entreprises redevables de cette contribution ?	289
2) Comment la C3S est-elle déclarée et payée ?	289
3) Comment cette contribution est-elle calculée ?	290
4) La C3S est-elle plafonnée ?	290
5) La C3S est-elle déductible du résultat imposable ?	290
d. La taxe d’apprentissage	290
1) Quelles sont les entreprises redevables de la taxe d’apprentissage ?	290
2) Comment la taxe d’apprentissage est-elle calculée ?	291
3) Comment la taxe d’apprentissage est-elle déclarée et payée ?	291
4) Existe-t-il des exonérations de taxe d’apprentissage ?	291
5) La taxe d’apprentissage est-elle déductible du bénéfice ?	292
e. La participation à la formation professionnelle	292
1) Quelles sont les entreprises redevables de la participation à la formation professionnelle ?	292

2) Comment la participation à la formation professionnelle est-elle calculée ?	292
3) Que se passe-t-il lorsque l'entreprise franchit un seuil d'effectif ?	293
4) Comment la participation à la formation professionnelle est-elle déclarée et payée ?	293
5) La participation à la formation professionnelle est-elle déductible du bénéfice ?	294
D. Le rôle de l'expert-comptable	294
1. Le rôle de l'expert-comptable pour les créateurs d'entreprises	294
2. Les missions principales de l'expert-comptable	295
a. La mission de présentation des comptes annuels de l'entreprise	295
b. La mission d'examen limité des comptes annuels de l'entreprise	295
c. La mission d'audit contractuel	295
2. Les autres missions de l'expert-comptable	295
3. La rémunération de l'expert-comptable	295
E. Le commissaire aux comptes	296
1. Quand faut-il nommer un commissaire aux comptes ?	296
a. Le commissaire aux comptes dans les SA	296
b. Le commissaire aux comptes dans les SARL	297
c. Le commissaire aux comptes dans les SAS	297
d. Le commissaire aux comptes dans les associations	297
e. Le commissaire aux comptes dans les autres entités	298
2. La mission du commissaire aux comptes	298
a. La mission légale	298
b. Les autres missions	298
3. La nomination du commissaire aux comptes	298
F. Faire connaître son entreprise	299
1. Créer un site internet	299
a. Les différents types de sites internet	299
b. Les solutions du chef d'entreprise pour ouvrir un site internet	300
c. Les étapes essentielles pour ouvrir un site internet	300
1) Trouver un nom de domaine	300
2) Trouver un hébergeur	300
3) Rédiger le cahier des charges du site internet	301
4) Effectuer toutes les obligations légales	302
5) Référencer son site sur internet	302
6) Mettre à jour le site internet	303
G. Recruter du personnel	304
1. Trouver des personnes à embaucher	304
a. Recruter en s'appuyant sur les agences de placement	304

b.	Recruter en passant par un cabinet spécialisé	304
c.	Recruter en diffusant directement des offres d'emploi.....	305
d.	Recruter au sein de son entourage	305
e.	Utiliser les réseaux sociaux professionnels pour recruter	305
f.	Recruter d'anciens collègues.....	305
2.	Les contrats de travail	306
a.	Définition du contrat de travail.....	306
b.	Le contrat à durée indéterminée (CDI)	306
1)	Les caractéristiques du CDI	306
2)	Le contenu du CDI	306
3)	La période d'essai en CDI.....	307
4)	La rupture anticipée du CDI.....	307
c.	Le contrat à durée déterminée (CDD).....	307
1)	Les caractéristiques du CDD.....	307
2)	Les motifs de recours au CDD	308
3)	Les interdictions de recours au CDD.....	308
4)	Les différents types de CDD	308
5)	Les mentions obligatoires dans un CDD	309
6)	La période d'essai en CDD	309
7)	Renouvellement du CDD.....	309
8)	La fin du CDD	309
9)	Rupture anticipée du CDD	309
d.	Les entretiens d'embauche	310
e.	Les formalités liées à l'embauche d'un salarié	310
f.	La gestion de la paie	310
1)	Etablissement des fiches de paie	311
2)	Paiement des salaires	311
3)	Etablissement des déclarations de cotisations sociales.....	312
4)	Tenue d'un registre unique du personnel.....	312
5)	Etablissement annuel d'une DADS	313
3.	Recourir au travail temporaire.....	313
a.	Fonctionnement du travail temporaire	314
b.	Les motifs de recours au travail temporaire	314
c.	Le contrat de mise à disposition d'un travailleur temporaire.....	314
d.	Le contrat de mission de travail temporaire	315
e.	La durée maximale d'un contrat de mission	315
f.	La période d'essai du travailleur temporaire.....	316

g. La durée entre 2 contrats de travail temporaire	317
4. Accueillir un stagiaire dans son entreprise	317
a. La formalisation du stage	317
b. La rémunération du stage	318
c. Les charges sociales sur les gratifications	318
Sommaire détaillé :	319